

François GODEMENT

**100 ans de Chine :  
de la révolte des Boxers  
au grand pas en avant  
vers l'intégration globale**

*1900, 2000 : deux dates clés dans l'histoire de la Chine. 1900, c'est l'année de la révolte des Boxers et de la répression occidentale qui s'ensuit. 2000 voit au contraire la République populaire frapper à la porte de l'OMC et adopter une série de réformes économiques, juridiques et culturelles qui trouvent souvent leur inspiration en Occident. À bien des égards, pourtant, la Chine d'aujourd'hui a conservé la marque de celle de l'impératrice Cixi : le nationalisme chinois reste vif aussi bien dans les relations avec Taiwan que dans le reste de l'Asie ; et les élites comme la population restent partagées entre l'aspiration à la modernité et la peur de l'interdépendance induite par le processus mondial de globalisation. Mais l'avenir de la Chine est peut-être ailleurs : dans la participation à la constitution d'ensembles régionaux aux côtés de l'Europe ou de l'Amérique latine, plutôt que dans une course à la superpuissance avec les États-Unis qui semble déjà perdue.*

Politique étrangère

**1** 900-2000 : pour aucun autre pays que la Chine cet arbitraire rapprochement séculaire n'est-il aussi évocateur ni peut-être aussi trompeur. 1900, année de la révolte des Boxeurs puis du siège des Occidentaux dans leur quartier des légations de Pékin, se conclut par une expédition militaire suivie d'exactions et des plus lourdes sanctions jamais infligées à la Chine. Immortalisé, quoiqu'en sens contraire, dans la mémoire populaire chinoise et occidentale, l'événement est pourtant moins important que l'échec dramatique de la réforme de l'empire, lors des Cent Jours de 1898 : l'explosion de xénophobie officielle, qui donna aux Occidentaux l'occasion d'humilier et de mettre

en coupe réglée la Chine, était elle-même la conséquence de l'écrasement intérieur des réformes entreprises sur le modèle occidental.

### **Un faux parallèle ?**

Cette perspective chronologique s'inverse cent ans plus tard. 2000 est l'année du plus grand pas en avant accompli par la Chine vers son intégration globale. L'accord avec les grands partenaires occidentaux permet l'entrée à l'OMC, au prix d'un processus douloureux, pour la société chinoise, de réformes économiques, juridiques et culturelles : un traité international sert ainsi de levier à ceux des dirigeants chinois qui veulent poursuivre certaines réformes intérieures en soulignant leur inévitabilité à l'ère de l'économie globale. Et pourtant, cette décision collective et controversée en Chine même fait suite aux exhalaisons nationalistes de 1999 : contre les États-Unis, d'abord, après le bombardement accidentel de l'ambassade chinoise à Belgrade, et contre Taiwan, ensuite, après les propos du président taiwanais, Lee Teng-hui, sur l'existence de « *relations spéciales d'État à État* » de part et d'autre du détroit de Formose.

Ajouterait-on, pour l'anecdote, que la Chine de l'an 2000 est divisée par les agissements de la secte populaire du Falungong, à l'idéologie mi-bouddhiste, mi-obscurantiste, et que son gouvernement ne sait toujours pas quelle attitude adopter vis-à-vis des cultes autonomes du pouvoir temporel, comme le lamaïsme tibétain et le catholicisme ? À l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle comme à celle du XX<sup>e</sup>, la Chine apparaît ainsi partagée entre une modernisation au prix de révisions internes difficiles et la tentation du sursaut national contre l'interdépendance. Certes, la politique étrangère chinoise, comme celle de tout État-nation, ne peut être dissociée de l'appréciation de ses grands intérêts, aujourd'hui géoéconomiques autant que géopolitiques. Mais, à la différence de nations modernes qui ont accepté l'interdépendance, la politique étrangère chinoise reste également subordonnée à un débat politique intérieur non seulement récurrent, mais aussi quasi obsidional, sur l'identité chinoise et sa survie.

Le détenteur collectif du pouvoir politique, le Parti communiste chinois, est, tout comme la bureaucratie impériale des Qing, influencé par la pression qu'exerce sur lui une culture nationaliste, populiste et

conservatrice bien éloignée du marxisme-léninisme. En ce sens, comme ses porte-parole se plaisent parfois à le répéter en privé, il subit et répercute la fièvre nationaliste et identitaire. Mais, comme naguère Cixi et ses conseillers conservateurs, il est aussi tenté de jouer de l'impératif catégorique que constituent la souveraineté et ses attributs traditionnels – au premier rang desquels figurent l'unité de la nation et la centralisation du pouvoir – pour légitimer son monopole. Des démocraties, on dit toujours que le peuple y a les gouvernements qu'il mérite. Mais d'une autocratie qui perdure depuis cinquante ans, il faut bien admettre que le gouvernement y a façonné une idéologie populaire à son image.

Ainsi 2000 conserve-t-il encore l'écho de 1900, même si le chemin que suit aujourd'hui la Chine est ascendant plutôt que descendant. La sur-enchère nationaliste est manifeste aussi bien dans les relations avec Taiwan que lors de l'intervention de l'OTAN contre la Serbie, qui fut présentée en Chine comme un retour à la diplomatie de la canonnière. On assiste aussi au rappel opportun des humiliations subies à l'ère semi-coloniale, un demi-siècle après que Mao Zedong eut proclamé que la Chine était « *debout* ». L'obsession du démembrement de l'état unitaire et l'adoption d'une politique sinocentrique fondée sur celle des Han sont autant de tendances préoccupantes aujourd'hui. Plus troublant, la maxime qui définissait naguère la tentative des Qing pour restaurer la puissance chinoise pourrait sans difficulté être adoptée par le régime actuel, à condition de substituer l'idéologie communiste à la vulgate confucéenne : « *Prendre le savoir occidental comme moyen, la sagesse orientale comme fondement.* » En effet, le gouvernement chinois pratique systématiquement et sans état d'âme la modernisation tronquée : réformes économiques, processus technologiques et même normes juridiques sont d'inspiration étrangère et largement occidentale ; libertés politiques, état de droit et réformes politico-institutionnelles restent pour l'instant à la porte.

### **Interdépendance, répulsion, fascination**

Là doit s'arrêter pourtant le parallèle historique entre 1900 et 2000. Deux évolutions de fond structurent la politique nationale chinoise et son expression internationale de façon autrement plus assurée qu'il y a un siècle. L'une est la modernisation des techniques d'administration

et de contrôle, là où l'État traditionnel s'arrêtait aux portes de la société locale. Le quadrillage administratif du pays, dispositif contrôlé et régulièrement purgé depuis Pékin, les capacités de surveillance policière (assises sur le statut privilégié des forces de sécurité, ce qui pose un problème de corruption), la présence territoriale de l'Armée populaire ou des corps qui en dépendent, tout cela n'a plus rien à voir avec la Chine pré-moderne. Le dynamisme économique du dernier quart de siècle a fait le reste : la présence Han sur les marges de l'empire, par exemple au Tibet ou au Xinjiang, n'est plus limitée à quelques points clefs, frontières ou garnisons. Elle est économique, humaine et de plus en plus axée sur la mise en exploitation des ressources naturelles et sur la colonisation par peuplement spontané ou organisé.

Par rapport aux métropoles et provinces côtières plus avancées, l'État central trouve d'ailleurs une bonne part de sa légitimité dans cet aménagement du territoire vers l'Ouest, qui est un thème récurrent de la politique officielle depuis 1989. Peu importe que cela soit moins rentable que la politique du « tout à l'exportation », pratiquée par les provinces riches, ou que cela contrecarre les aspirations de minorités ou de nationalités minoritaires démographiquement plus dynamiques dans leur propre cadre. À une époque où l'humanité, sous la surface d'un destin global, retourne au communautarisme et aux particularismes pré-modernes comme à autant de signes distinctifs auxquels raccrocher un sentiment identitaire fragilisé, l'*homo sinicus* se construit comme naguère l'*homo sovieticus*. Il n'est que de visiter en compagnie de touristes chinois les célèbres grottes bouddhistes de Dunhuang, sur la mythique route de la soie, pour s'en rendre compte. Là où les pancartes et légendes écrites en anglais relatent les avatars d'un site menacé, les commentaires chinois s'attardent sur le pillage occidental de la première moitié du siècle – sans même relever la présence d'équipements de télésurveillance offerts par des fondations étrangères. Certes, cette construction d'une identité nationale n'englobe qu'avec difficulté les nationalités minoritaires – Tibétains, Ouighours, Mongols et Musulmans –, toutes héritées de la classification impériale à laquelle on peut aujourd'hui ajouter bien des communautés devenues des États en Asie centrale. Mais le sentiment national, par-dessus les appartenances provinciales ou communautaires anciennes, connaît aujourd'hui, en Chine, un regain. Il peut, on

l'a vu récemment, s'avérer politiquement gênant pour les dirigeants politiques eux-mêmes, couramment accusés de mollesse ou de double langage face au Japon, à Taiwan ou aux États-Unis. Il n'en reste pas moins un déterminant puissant de la politique étrangère chinoise.

La seconde évolution contredit apparemment la première : aussi fermé que soit le référent culturel de la nation chinoise, la société, elle, est ouverte sur le monde. D'abord, par sa démographie. On n'en est peut-être pas encore revenu à la fin de l'époque impériale ou à l'ère républicaine, qui voyait, par exemple, plus d'un million d'émigrants partant chaque année de Chine intérieure vers la Mandchourie. Mais l'émigration chinoise vers l'Occident est une réalité mesurable : c'est la deuxième source d'immigration aux États-Unis après le Mexique, la deuxième également en France désormais. Cette émigration est protéiforme : paysans, pêcheurs et ouvriers impécunieux qui suivent leurs filières communautaires, mais aussi jeunes désœuvrés des villes et étudiants parmi les plus diplômés de Chine. On y trouve même des cadres qualifiés des entreprises d'État, menacés par le chômage, et les enfants de l'élite bureaucratique et politique chinoise ne dédaignent pas non plus les associations avec les entreprises étrangères. Est-il anodin que les enfants de Jiang Zemin, Li Peng, Zhu Rongji, comme ceux de Qiao Shi ou de Zhao Ziyang, multiplient études et carrières à l'étranger ou en liaison avec celui-ci ? Dans un registre plus sulfureux, aurait-on imaginé naguère que le chef du GRU ou renseignement militaire soviétique finance par des voies souterraines les études de son propre fils dans une université américaine ? C'était pourtant le cas de son équivalent chinois, Ji Chengde, aujourd'hui accusé de détournement de fonds publics.

Par ailleurs, parce que les liens familiaux et communautaires restent très forts, l'émigration bénéficie à la Chine de diverses manières : par l'argent qu'elle envoie et qu'elle investit, mais aussi par le retour pur et simple au pays, où le marché est très ouvert pour les compétences de pointe. La fermeture bureaucratique et le contrôle idéologique sont donc équilibrés spontanément par une large circulation d'idées et de personnes. Ce canal est aujourd'hui aussi important que celui des entreprises et des investissements étrangers pour faire pénétrer en Chine les techniques de gestion modernes, et il est fortement encouragé par les autorités, même si le milieu des *liuxuesheng*, les étudiants

à l'étranger, reste politiquement sensible. Avec le temps, le régime espère beaucoup d'une inversion de la fuite des cerveaux, qui constituerait une solution aux limites du système d'enseignement supérieur chinois. Cela aussi constitue un facteur de la politique étrangère chinoise, car l'ouverture sur le monde est aussi la projection vers les sociétés les plus avancées de fragments de la démographie chinoise, dont on attend en retour un transfert de savoirs et de ressources.

Refermer la porte ouverte en 1978 n'est donc plus une option, indépendamment même des flux économiques et financiers avec l'économie globale : en l'an 2000, les exportations commerciales se montent à 80 % de la croissance marginale du PNB chinois, et les investissements directs étrangers ont représenté jusqu'à 15 % du financement chinois en capitaux entre 1993 et 1997, contre 6 % seulement aux États-Unis. Cette interaction entraîne non seulement une interdépendance, mais même une dépendance pure et simple : alors que la Chine entretient d'impressionnantes réserves en devises (145 milliards de dollars, soit le second rang mondial), le plus souvent placées à l'étranger en comptes à court terme et en bons du trésor, elle dépend d'une façon anormalement élevée d'investissements étrangers dans des domaines industriels qui devraient être couverts par les entrepreneurs chinois eux-mêmes<sup>1</sup>. C'est pourquoi l'adaptation aux règles de l'OMC, avec la libéralisation interne qu'elle supposerait, pourrait réduire en fait l'apport des investissements directs étrangers au profit d'une allocation plus productive de l'épargne chinoise et du jeu des entrepreneurs sur le marché.

Pour une part, il est vrai, cette problématique existait déjà au tournant du XX<sup>e</sup> siècle : on parlait alors en termes marxistes des « *bourgeois du capitalisme* », du capitalisme *comprador* et de la bourgeoisie naissante des ports ouverts. Alors, comme aujourd'hui, les Chinois les plus occidentalisés, à commencer par les *compradores* habitués des firmes occidentales, étaient souvent les premiers à s'enflammer en faveur du boycott à chaque humiliation nationale ; tandis qu'un pouvoir politique fondamentalement conservateur préférerait en général, au nom de la stabilité, maintenir ce qu'on appellerait aujourd'hui une politique de détente. S'il existe ainsi un fond récurrent de débats de

---

1. Huang Yasheng, « China's investment paradox », *The Asian Wall Street Journal*, 27 septembre 2000.

politique extérieure dans la culture politique chinoise, c'est bien celle-là : d'une part, un dilemme permanent entre l'objectif d'indépendance et celui de développement, dilemme vécu d'abord à la cour des Qing par rapport aux Occidentaux, par le régime maoïste à l'égard de l'URSS, et par les successeurs de Deng Xiaoping à l'égard du capitalisme global et de son unique superpuissance, les États-Unis. D'autre part, ce dilemme est périodiquement compliqué par l'existence de débats idéologiques factionnels qui amènent les ailes réformatrice et conservatrice du pouvoir chinois à prendre des positions parfois inattendues : en mai 1919 et en 1925, les deux plus grands mouvements de boycott des produits occidentaux connus en Chine sont aussi des mouvements de critique politique dirigés par l'élite marchande des ports ouverts contre un gouvernement jugé trop faible avec les étrangers. Depuis 1985, les exemples abondent de ce type de positions inattendues : en 1985, ce sont les étudiants chinois qui manifestent contre la présence d'étudiants africains sur les campus ; en 1992, la visite du nouvel empereur japonais est marquée par d'importantes pétitions populaires contre son pays. Outre-mer, les élites chinoises s'enflamment contre le Viêtnam, en 1979, puis contre le Japon à propos des îles Ryukyu, en 1994. Le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade révèle également, à travers les forums d'opinion sur la toile chinoise, une critique émanant de milieux par définition ouverts, puisqu'il s'agit des internautes chinois, contre la faiblesse de réaction du gouvernement.

Est-ce à dire, comme le laissent parfois entendre certains porte-parole officieux de la Chine, que le pouvoir serait parfois porté et tiré en avant par la vague nationaliste plutôt qu'il ne l'orchestrerait ? Les choses ne sont pas si simples. D'abord, les réformateurs chinois doivent parfois donner des gages d'allégeance supplémentaires à la cause nationale : Deng Xiaoping fut lui-même un modèle du genre, intransigeant à l'égard du Viêtnam et des autorités de Taiwan, sûr de son fait dans la négociation avec les Britanniques sur le retour de Hong-Kong. Des figures de moindre charisme comme l'ancien numéro trois du régime, Qiao Shi (dont tous les enfants vivent à l'étranger), ou même son remplaçant dans l'ordre du pouvoir qu'est aujourd'hui le premier ministre Zhu Rongji, se sont parfois livrés à de telles surenchères : on peut ainsi penser que la maladresse apparente du discours télévisé de

Zhu Rongji à l'adresse des électeurs taiwanais, en mars 2000, donnant de la voix et pointant un index agressif alors même que le contenu de ses propos s'avérait plus modéré, relève de cette dialectique propre à un régime à la fois communiste et nationaliste. Certes, il reste rare d'observer chez un Li Peng, numéro deux du régime et identifié à des intérêts conservateurs, un semblable échange de positions : mais ce n'est pas impossible, comme il en a fait la preuve lors d'une visite aux États-Unis, en août 2000. La figure la plus intéressante reste celle du président Jiang Zemin lui-même. Tantôt timonier endossant la défense de la « sécurité économique » chinoise, comme ce fut le cas lors des graves inondations de l'été 1998, tantôt chef des armées lors des manœuvres et des tirs balistiques aux alentours de Taiwan, en mars 1996, Jiang fut aussi le premier dirigeant à débattre des droits de l'homme en direct à la télévision chinoise avec le président Clinton, en 1998, et celui dont le mandat effectif a commencé par l'adhésion de la Chine au traité d'interdiction des essais nucléaires et à plusieurs pactes de désarmement chimique et biologique.

### **Taiwan, un révélateur et l'occasion d'une mutation ?**

Les relations avec Taiwan sont un révélateur plus important de cette situation. On a vu Jiang Zemin endosser la tunique du chef de guerre pour des manœuvres d'intimidation en 1996. Mais l'inverse est aussi vrai. Sa « *proposition en huit points* » à l'adresse de Taiwan, fin janvier 1995, contenait déjà la reconnaissance au moins formelle de l'égalité entre les deux parties dans la négociation, une concession que bien des observateurs internationaux ont cru découvrir dans le *Livre blanc sur Taiwan* de février 2000. Enfin, Jiang semble être aujourd'hui à l'origine d'une évolution significative concernant le dogme d'« *une seule Chine* », carcan de toute négociation avec Taiwan. Après son ancien mentor Wang Daohan, en charge du dialogue entre les deux rives du détroit de Taiwan jusqu'en septembre 2000, il aurait confié à Madeleine Allbright, lors de sa visite aux Nations unies, sa conviction personnelle que l'objectif de la réunification ne pouvait être atteint dans le cadre actuel de la République populaire, ce qui laisserait présager une adaptation constitutionnelle. Si cette évolution se vérifiait, elle recouperait en tout cas la nouvelle définition du principe d'une seule Chine donnée par le vice-premier ministre Qian Qichen. Faisant

remarquer que Taiwan aussi a maintenu une juridiction formelle, sinon un gouvernement, sur la province limitrophe du Fujian qui inclut les îles de Qinmen et Matsu, Qian Qichen déclare : « *Taiwan fait formellement partie de la Chine. Mais cette expression “fait partie de la Chine” désigne l’ensemble de la Chine, y compris le continent, Taiwan, et les petites îles entre les deux.* »<sup>2</sup>

Si cette formulation, pour l’instant orale et non officielle, devait se confirmer, elle bouleverserait le cadre de la question de Taiwan. Car en admettant, comme il le fait, la symétrie exacte des revendications de souveraineté des deux parties depuis la guerre civile (et il utilise à ce sujet l’exemple des petites îles intermédiaires) et en n’accordant aucune antériorité juridique formelle à la République populaire, Qian Qichen porte la notion d’égalité au-delà du simple cadre des négociations, pour laisser présager un statut futur à mi-chemin, donc sans vainqueur ni vaincu.

Si ce ballon d’essai était repris, il constituerait la plus grande rupture dans la conception historique de la Chine unitaire depuis la fin des Qing : en effet, si la dynastie impériale reconnut l’union de cinq nationalités, la République de Chine comme la République populaire n’y ont vu que des « *minorités nationales* » (*shaoshu minzu*), au nombre desquelles ne figure évidemment pas la majorité des habitants de Taiwan. Il paraît en fait difficile que cette évolution se fasse sans inclure un certain dualisme des institutions, sinon un fédéralisme ouvert dont les dirigeants de Chine populaire, à juste titre sans doute, redoutent toujours qu’il ne soit revendiqué par d’autres.

Cette évolution n’avait pu être engagée à l’occasion du retour de Hong-Kong et de Macao à la mère patrie. En effet, le statut colonial des deux territoires, sans qu’aucune particularité communautaire, historique ou linguistique ne les désigne par ailleurs, privait par avance de légitimité toute formule constitutionnelle qui leur serait destinée. La nécessaire fin de la guerre civile chinoise commencée en 1927 est par contre un objectif suffisamment noble et les obstacles matériels suffisamment grands pour que des dirigeants politiques courageux – car il faudra du courage pour surmonter les surenchères nationa-

2. Interview de Qian Qichen le 11 septembre 2000 à Phoenix TV, transcription écrite à : [www.phoenixtv.com/phnews/zhuanti/qianqichen](http://www.phoenixtv.com/phnews/zhuanti/qianqichen).

listes – créent avec les représentants de Taiwan un compact politique nouveau dans le cadre de la Chine.

Est-il juste de juger l'évolution de la politique extérieure chinoise et, plus largement, celle de l'identité et de la légitimité nationales, à travers la question de Taiwan ? L'histoire des cinquante dernières années inciterait plutôt au scepticisme : c'est celle d'une « *impossible réunification* »<sup>3</sup>. Les deux parties ont divergé d'un commun accord (« *agree to disagree* », suivant la célèbre appréciation accolée au premier communiqué conjoint sino-américain de Shanghai, en 1972), cependant que la Chine de l'ère maoïste n'envisageait pas de reconquête militaire. Ainsi la pratique différait-elle notablement de l'idéologie, mais dans une grande stabilité d'ensemble. Cette stabilité n'est plus garantie aujourd'hui : les liens économiques et humains entre Taiwan et la Chine sont intenses, tandis que l'avènement d'un système puis d'une alternance démocratiques à Taiwan font au contraire diverger les dynamiques politiques. De plus, la montée en puissance de la Chine populaire, en particulier sur le plan militaire, rend politiquement plus difficile l'hypocrisie léguée sur ce plan par le maoïsme : quoique encore en dessous de la parité avec les forces armées de Taiwan (pour ne pas parler des États-Unis), l'armée chinoise s'en rapproche et ne peut négliger les moyens de la réunification par la force, sans que cela ne soit interprété par toutes les parties comme un renoncement en l'absence de négociations. C'est pourquoi un grand nombre de positions chinoises restent liées sinon subordonnées au problème de Taiwan : c'est le cas aujourd'hui, par exemple, de la doctrine officielle en matière de missiles de théâtre (*Theater Missile Defense*), où l'opposition chinoise se concentre sur la question d'un déploiement à ou autour de Taiwan, et de la question du régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) ; c'est évidemment le déterminant essentiel de la position chinoise concernant le Kosovo et la République fédérale de Yougoslavie. Taiwan, de son côté, a cru habile de nouer dans l'autre sens des relations diplomatiques avec la Macédoine et ne peut que prêter une attention extrême à toute légitimation internationale d'un processus de sécession, en particulier sans autodétermination ratifiée par la nation tout entière.

---

3. Jean-Pierre Cabestan, *Taiwan-Chine populaire : l'impossible réunification*, Ifri/Dunod, Paris, 1995.

Dans ce contexte, le temps est effectivement compté, comme l'aiment à le dire les dirigeants chinois depuis le *Livre blanc* de février 2000. Mais il est surtout compté pour eux et pour les évolutions qu'ils doivent consentir en faveur de l'objectif de réunification.

### **Souveraineté ou intégration : l'aggiornamento**

Le courant dominant de la stratégie chinoise de cette dernière décennie a porté à échanger la normalisation bilatérale avec de nombreux partenaires, l'entrée dans les institutions et forums internationaux, et l'adhésion aux normes et conventions internationales (encore en attente de ratification depuis 1997 en ce qui concerne les droits de l'homme) contre des exigences à la fois doctrinales et pratiques à propos de Taiwan. La Chine a ainsi remporté des succès diplomatiques sur ce front, dont le plus notable est l'acceptation par le président Clinton, par l'Union européenne et par d'autres, du principe d'une seule Chine dans une acception satisfaisante pour la Chine populaire. Le revers de cette médaille, c'est, d'une part, que les obstacles pratiques à la réunification n'en prennent que plus de relief et, d'autre part, que la question de Taiwan devienne un déterminant majeur des positions chinoises et des relations avec les partenaires les plus divers : c'est en quelque sorte « *the tail that wags the dog* »<sup>4</sup>.

Or la Chine n'est plus du tout à ce stade de formation et de défense de l'entité nationale qu'elle connut longtemps, aux prises avec le colonialisme et le Japon, et dans le cadre de la guerre froide. Ses choix eux-mêmes, comme celui de l'entrée à l'OMC, avec les sacrifices que cela implique, et ses intérêts vitaux dans l'ordre économique, technologique et financier supposent l'acceptation de l'interdépendance. La poursuite d'investissements étrangers qui se fera désormais par les marchés plutôt que par l'association directe ; l'essor de la consommation énergétique qui fait de la Chine un pays plus dépendant du Moyen-Orient, comme ses voisins ; la nécessité de former une communauté scientifique et technologique intégrée à ses homologues mondiaux – et donc sans barrières héritées de la guerre froide : tout cela impose l'acceptation du cadre de la globalisation, y compris dans l'élément essentiel qu'est la poursuite de la paix par tous les moyens. La

---

4. La queue qui remue le chien.

marge entre le succès et l'échec est d'ailleurs faible pour les Chinois, compte tenu des facteurs démographiques (et de ce qui devient le premier d'entre eux, le vieillissement rapide de la population), des menaces qui pèsent sur les ressources naturelles et de la diffusion rapide de l'information dans la population. De ce point de vue, le gouvernement chinois peut se mordre les doigts d'avoir identifié la défense de Milosevic et de la cause serbe à la lutte contre l'impérialisme américain. La chute de Ceaucescu, en décembre 1989, après la destruction du mur de Berlin, fut un argument supplémentaire en faveur de la stratégie du bunker. Celle de Milosevic délégitime au contraire les partisans du souverainisme belliqueux.

Par ailleurs, une partie de la stratégie internationale de la Chine, mise en pratique à l'ère Deng Xiaoping, se retourne contre elle. Elle a systématiquement entretenu des « *irritants* » dans les relations bilatérales avec le Japon, le Viêtnam, l'Asie du Sud-Est et l'Inde autour de questions territoriales. Et l'ambiguïté maintenue depuis 1996 par un vote célèbre de l'Assemblée nationale populaire sur l'usage de la force pour défendre le territoire national s'avère être un boomerang. Ces « *irritants* » – encore utilisés dernièrement avec l'envoi de navires d'observation aux portes du Japon et à Mischief Reef, en 1998, face aux Philippines – incitent les voisins de la Chine à adopter des mesures préventives. Le changement de climat national au Japon, le resserrement des liens de Singapour avec les États-Unis (qui y établissent une base permanente) et le choix de pays en apparence aussi hétéroclites que la Malaisie, le Viêtnam et l'Inde de mener des manœuvres navales communes traduisent à peu de frais ces inquiétudes. À peu de frais, car la Chine n'a de toutes façons pas les moyens militaires de ses déclarations. De même, l'installation de missiles balistiques face à Taiwan a créé en fait un théâtre stratégique là où il n'existait qu'une confrontation locale des deux côtés du détroit.

Comment ne pas relever, en revanche, que le succès diplomatique dont la Chine se targue à juste titre dans ses relations avec la Russie et les États d'Asie centrale a été rendu possible par la levée préalable des « *irritants* » frontaliers et des frictions territoriales ? Certes, la Chine partage avec les nouveaux États d'Asie centrale le souci de stabiliser la région et d'endiguer contestations et subversions transfrontalières, un souci partagé également avec ses voisins maritimes d'Asie

du Sud-Est. La différence, c'est que les États d'Asie centrale se battent pour confirmer leur souveraineté, tandis que ceux d'Asie maritime ont intensifié leurs échanges extérieurs et augmentent peu à peu leur degré d'interdépendance. L'extraordinaire déliquescence de la puissance soviétique interdit de toutes façons à la Chine de donner la moindre profondeur stratégique à ses percées diplomatiques continentales. Les achats d'armes eux-mêmes s'avèrent contre-productifs, s'ils légitiment des exportations américaines à la technologie de plus en plus sophistiquée, en particulier vers Taiwan et l'Asie du Sud-Est<sup>5</sup>.

Tout indique que ces faits donnent lieu à des nuances d'appréciation, non seulement tactiques, mais même philosophiques, en Chine. Un premier terrain est celui de la politique économique internationale : les alliances conclues récemment dans plusieurs secteurs (télécommunications mobiles avec l'ouverture du capital de *China Telecom*, pétrole avec la refonte des firmes pétrolières nationales) et la mise en pratique des concessions bilatérales à l'entrée à l'OMC sont un premier champ d'action. La coopération économique régionale en est un autre, avec la participation de la Chine à l'accord de Chiangmai sur la constitution de droits de tirage croisés des réserves en devises. Un second terrain peut être trouvé, sinon dans la reprise des relations avec l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), actuellement en fort mauvais état, du moins dans la poursuite du dialogue nouveau avec la Corée et le Japon : l'évidente volonté chinoise de ne pas voir la Corée-du-Nord faire cavalier seul et évoluer de façon imprévisible – soit vers l'affrontement, soit vers l'effondrement – renforce cette hypothèse. Avec les États-Unis, la perspective d'une élection d'Albert Gore, alors que l'Administration Clinton a consacré ses derniers mois à préparer des mesures de confiance stratégiques avec la Chine, notamment sur les questions de la prolifération et de Taiwan, augurerait d'une reprise des relations et des convergences sino-américaines ; l'élection de George W. Bush, au contraire, durcirait au moins provisoirement le front des alliés « officiels » des États-Unis en Asie maritime.

Reste l'énigme européenne. Historiquement, la Chine et les nations européennes ont en commun plus de mécomptes que de bonheurs :

---

5. En moins d'une semaine, le Pentagone vient ainsi de décider la vente de 200 missiles air-air d'interception avancée à Taiwan, et 120 à Singapour (*Washington Post*, 29 septembre 2000).

griefs de l'époque semi-coloniale, guerre d'Indochine et subversion communiste d'après-guerre, difficultés commerciales plus récentes en Chine qui sont le lot de presque toutes les économies européennes. Seules les sociétés commerçantes que sont l'Italie et, dans une moindre mesure, l'Espagne tirent leur épingle du jeu, par une présence fort peu politique mais fondée sur le coût plus compétitif de leurs biens et technologies. L'exception à ce tableau fut longtemps l'Allemagne, appui militaire et technologique essentiel de la Chine républicaine et du général Chiang Kaï-chek en son temps<sup>6</sup>. La présence technologique allemande est à nouveau forte en Chine – où l'on observe, par exemple, un premier ministre Zhu Rongji fasciné par les performances hors normes du train à sustentation magnétique allemand – qui pourtant n'a jamais dépassé le stade expérimental.

Plus frappant est le retard chinois à prendre en compte l'unification européenne. Certes, Deng Xiaoping et son stratège Huang Xiang avaient, dès 1975, forgé la théorie du « *second monde* », essentiellement européen et placé entre les deux superpuissances et le Tiers-Monde. De façon réaliste, la diplomatie chinoise a souvent préféré depuis lors le cadre des États, jouant à l'occasion des rivalités européennes. Curieusement, le concept chinois de multipolarité ne fait pour l'instant pas de place aux ensembles régionaux et s'articule par conséquent autour « d'irritations » et de refus par rapport au leadership américain : ce qui reste un peu court pour définir une alternative, même partielle, à l'hyperpuissance des États-Unis vers laquelle tout porte par ailleurs la Chine.

C'est ici que se rejoignent les deux termes de l'évolution chinoise, dans l'*hinterland* familier de son ancienne aire tributaire asiatique et dans les relations avec cet autre ancien monde qu'est l'Europe. L'idéologie et la culture des dirigeants chinois charrient encore une part de nostalgie pour les États-nations indépendants – particulièrement si cela met en relief la taille et la puissance relative de la Chine dans sa région. Or cette vision n'est plus compatible avec les processus d'interdépendance de la globalisation. Et pourtant, la Chine est peut-être l'autre « *grande nation* » (comme nos amis allemands appel-

---

6. Appui qui perdura après 1949 : ainsi des généraux de la Bundeswehr conseillèrent-ils les militaires taiwanais lors de la construction des fortifications de l'île de Qinmen en 1958.

lent parfois la France avec humour) qui ne peut se résoudre à voir les États-Unis rester l'unique cas de survie d'un État-nation indépendant, au-dessus d'un système international qu'il façonne de ses propres valeurs universalisées. On le sait, cette appréhension est aussi un prurit dangereux. Il reste donc à la Chine, pour se dégager de son histoire nationale douloureuse, à sublimer celle-ci dans la participation et l'encouragement aux nouveaux ensembles régionaux, plutôt que dans une course à la superpuissance avec les États-Unis qui est perdue avant même d'avoir commencé.